# L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 21 NOVEMBRE 1862. Entre les rues Bienville et Conti.


*Nouvelle-Orléans*
VENDREDI MATIN, 21 NOVEMBRE

## Ventes d'ce jour.

Par Thomas Richardson, à midi, sur la Levée—500 boucauts sucre.

Par J. F. Bolsend, à onze heures, dans la rue des Marsulus, Nos 27 et 29—trocerie.

Par Hoffman & Marks à 10 heures, rue de Chartres, No 21—marchandises sèches, vêtements, souliers, bottes et chapeaux.

Par R. B. Sykes, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 5—sucre, bière, &c.

Par R. T. Montgomery, à 10 heures et demie, dans la rue du Camp, No 95—farine. A midi, en face de la station des omnibus, Jefferson City—bois de construction.

Par F. T. Montomery, à l'entrepôt du New Eagle Boat-house, pour, épaules, jambons et maïs.

Par D. E. Murphy, 74 Vieille Levée—300 barils de farine, et 25 très Magnolia—farine extra.

Par R. T. Montgomery, 73 rue du Camp—à 9 O'clock, de Madère et de Xérès, vins rouge et blanc, liqueurs, whisky d'Irlande—Et au Nouveau rue du Camp—jambons, amidon et avoine.

## RÉPONSE
### de l'ex-président Buchanan
AU GÉNÉRAL SCOTT.

Mercredi dernier, j'ai reçu le *National Intelligencer*, contenant l'adresse au public du général Scott. C'est tout du long une censure non déguisée de ma conduite pendant les derniers mois de mon administration à l'égard des sept Etats colonniers actuellement en rébellion. Il après nos relations passées, j'ai été grandement surpris à l'apparition de ce document. A un point de vue, cependant, j'en ai été très intérieurement satisfait. Il m'a fourni l'occasion et il m'a fait, même, une nécessité de ne pas garder plus longtemps le silence sur des accusations qui ont longtemps circulé vagamment, mais qui sont maintenant endossées du nom responsable du général Scott.

I. La première et la principale de ces accusations est mon refus de mettre immédiatement des garnisons dans neuf fortifications énumérées, disséminées dans les Etats du Sud, suivant la recommandation du général Scott, dans "ses vues," adressées au département de la guerre le 29 et le 30 octobre 1860. On a meme allégué que si cela eut été fait, la guerre civile eût pu être empêchée.

Ce refus est attribué, sous la moindre cause à l'influence du gouverneur Floyd. Tout mon cabinet attesera que j'étais le Président, que j'étais moi-même responsable de toute les actes de l'administration, et il est certain que pendant les six derniers mois qui ont précédé le 29 décembre 1860, jour où il a quitté son poste, à ma requête, il a exercé toute l'influence sur l'administration qu'aucun autre membre du cabinet. M. Holt lui immédiatement transféré du département des postes à celui de la guerre, de sorte que depuis cette époque jusqu'au 4 mars 1861, période qui a été de beaucoup la plus importante de l'administration, il a rempli les devoirs de secrétaire de la guerre à ma complète satisfaction.

Mais pourquoi n'ai-je pas mis immédiatement des garnisons dans ces neuf fortifications de façon, pour employer le langage du général Scott, "à rendre ridicule toute tentative de prendre l'un d'eux par surprise ou par un coup de main." Il y a une réponse tout à la fois facile et concluante, même si, n'existait pas d'autres bonnes raisons. Il n'y avait pas à portée de troupes disponibles qu'on put envoyer dans ces fortifications. Tenter une opération militaire sur une échelle aussi étendue avec les moyens dont disposait le président eût été simplement absurde. Le général Scott lui même paraît avoir été convaincu de cela, car le lendemain du jour étiqué sont datées ses dépêches, il m'a adressé (le 30 octobre) au département de la guerre ses vues supplémentaires, dans lesquelles il disait: "Il y a une compagnie (de réguliers) à Boston, une au Rock Island, une à Pittsburg, une à Augusta (Georgie), une à Baton Rouge"—en tout cinq compagnies seulement à porter pour fournir une garnison en des renforts aux forts mentionnés dans les vues."

Cinq compagnies—quatre cents hommes—pour occuper et renforcer neuf forteresses dans six Etats du Sud hautement agités! La force "à porter" était si complètement insuffisante qu'il n'est pas nécessaire de s'arrêter sur ce sujet. Tenter cette opération militaire avec une si faible force, à l'approche de l'élection présidentielle, aurait été une tentative aussi folle et à sécession. Eu vérité, toute l'armée américaine consistait alors en 16,000 hommes seulement, et de "à porter" elle est à peine sûrl pour cet objet. Il était le manque de troupes, et bien que le général Scott, qui croyait contrairement à l'opinion du comité de la Chambre des Représentants que l'insurrection de M. Lincoln pourrait être interrompue, et que, sous la garantie par une force militaire, il ne pût réunir à assembler à Washington, à la date recules du 4 mars, quelques hommes, officiers et soldats de l'armée. Et pour compléter le nombre il fallut même faire venir de West Point les soldats de guerre.

Mais pourquoi n'y avait il pas à portée une plus grande force? Le général Scott lui-même pourrait répondre à cette question mieux que personne. Notre petite armée régulière, à l'exception de quelques centaines d'hommes, était hors de portée sur nos frontières éloignées, où elle avait été continuellement stationnée depuis des années, pour protéger les habitants et les émigrants en toute contre les attaques des indiens hostiles. Toute l'armée était insuffisante et le général Scott se unit, mais avoue vainement sécrayé d'obtenir du Congrès la levée de plusieurs régiments additionnels pour cet objet. En recommandant cette augmentation de l'armée, le général, dit dans son rapport du novembre 1857 au département de la guerre, que "cela servirait tout juste à fournir les renforts actuellement nécessaires en Floride, au Texas, au Nouveau-Mexique, en Californie, dans l'Oregon, le Territoire de Washington, le Kansas, le Nebraska et le Minnesota, sans laisser une compagnie pour l'Utah." Et, dans son rapport de novembre 1858, il dit encore:

"Ce manque de troupes pour donner une sécurité raisonnable à nos concitoyens dans les régions éloignées, y compris les émigrants dans les plaines, ne saurait être l'objet d'une trop grande insistance; mais j'ajouterai seulement que, chaque fois que nous avons été obligés de retirer des troupes d'une frontière pour en renforcer une autre, les points affaiblis ont immédiatement attaqués ou menacés d'une invasion formidable.

Les "vues" du général Scott indiquent les idées qui, à première vue, régnaient alors dans le parti les partisans intelligents sur ce sujet de la sécession. Dans la première phrase le général, tout en disant que "pour gagner du temps on pu, et accorder le droit de sécession" ajoute, cependant, immédiatement "Ceci est instantanément compensé par le droit corrélatif de la part du gouvernement fédéral contre un Etat ou des Etats inférieure de réublir, par la force, si c'est nécessaire, son ancienne continuité de territoire." (A cet égard il cite "Paley's Moral and Political Philosophy", le dernier chapitre. Cela peut s'y trouver, mais je n'ai pas pu le découvrir.) Rien qu'il soit difficile de comprendre le sens précis de ce passage, il rend ce qu'il me voulait pas dire tout à fait clair dans ses "vues" supplémentaires. Dans celles-ci il dit: "On verra que les "vues" ne s'appliquent qu'au cas d'une sécession qui fait une lacune dans l'Union actuelle." Le retrait, par exemple du Texas, ou des Etats de l'Atlantique au sud du Potomac (c'est précisément le cas qui s'est présenté) ne comportait pas l'application des "remedes provisoires" du général Scott, c'est-à-dire, d'établir, par force, si c'était nécessaire, la continuité de notre territoire.

Dans ses "vues" il disait: "Cela est cette glorieuse Union soit brisée par quelques lignes que la folie politique puisse imaginer, et il y aura pas d'apaiser et de réunir les fragments autrement que par la force."

Il est difficile de concilier ces deux passages. Toutes cette opération militaire avec une si faible force, à l'approche de l'élection présidentielle, aurait été une tentative aussi folle et à sécession. En vérité, toute l'armée américaine consistait alors en 16,000 hommes seulement, et de "à porter" elle est à peine sûrl pour cet objet. Qu'était le manque de troupes, bien que le général Scott, qui croyait contrairement à l'opinion du comité de la Chambre des Représentants que l'insurrection de M. Lincoln pourrait être interrompue, et que, sous la garantie par une force militaire, il ne pût réunir à assembler à Washington, à la date recules du 4 mars, quelques hommes, officiers et soldats de l'armée. Et pour compléter le nombre il fallut même faire venir de West Point les soldats de guerre.

Mais pourquoi n'y avait il pas à portée une plus grande force? Le général Scott lui-même pourrait répondre à cette question mieux que personne. Notre petite armée régulière, à l'exception de quelques centaines d'hommes, était hors de portée sur nos frontières éloignées, où elle avait été continuellement stationnée depuis des années, pour protéger les habitants et les émigrants en toute contre les attaques des indiens hostiles. Toute l'armée était insuffisante et le général Scott se unit, mais avoue vainement sécrayé d'obtenir du Congrès la levée de plusieurs régiments additionnels pour cet objet. En recommandant cette augmentation de l'armée, le général, dit dans son rapport du novembre 1857 au département de la guerre, que "cela servirait tout juste à fournir les renforts actuellement nécessaires en Floride, au Texas, au Nouveau-Mexique, en Californie, dans l'Oregon, le Territoire de Washington, le Kansas, le Nebraska et le Minnesota, sans laisser une compagnie pour l'Utah." Et, dans son rapport de novembre 1858, il dit encore:

"Ce manque de troupes pour donner une sécurité raisonnable à nos concitoyens dans les régions éloignées, y compris les émigrants dans les plaines, ne saurait être l'objet d'une trop grande insistance; mais j'ajouterai seulement que, chaque fois que nous avons été obligés de retirer des troupes d'une frontière pour en renforcer une autre, les points affaiblis ont immédiatement attaqués ou menacés d'une invasion formidable.

Les "vues" du général Scott indiquent les idées qui, à première vue, régnaient alors dans le parti les partisans intelligents sur ce sujet de la sécession. Dans la première phrase le général, tout en disant que "pour gagner du temps on pu, et accorder le droit de sécession" ajoute, cependant, immédiatement "Ceci est instantanément compensé par le droit corrélatif de la part du gouvernement fédéral contre un Etat ou des Etats inférieure de réublir, par la force, si c'est nécessaire, son ancienne continuité de territoire." (A cet égard il cite "Paley's Moral and Political Philosophy", le dernier chapitre. Cela peut s'y trouver, mais je n'ai pu le découvrir.) Rien qu'il soit difficile de comprendre le sens précis de ce passage, il rend ce qu'il me voulait pas dire tout à fait clair dans ses "vues" supplémentaires. Dans celles-ci il dit: "On verra que les "vues" ne s'appliquent qu'au cas d'une sécession qui fait une lacune dans l'Union actuelle." Le retrait, par exemple du Texas, ou des Etats de l'Atlantique au sud du Potomac (c'est précisément le cas qui s'est présenté) ne comportait pas l'application des "remedes provisoires" du général Scott, c'est-à-dire, d'établir, par force, si c'était nécessaire, la continuité de notre territoire.

Dans ses "vues" il disait: "Cela est cette glorieuse Union soit brisée par quelques lignes que la folie politique puisse imaginer, et il y aura pas d'apaiser et de réunir les fragments autrement que par la force." Pour apporter de ces résultat—les guerres intestines de nos voisins de Mexique seraient peu de chose en comparaison de celles. Dans l'opinion du général ce serait "un plus petit mal (que ces guerres intestines) que de laisser les fragments de la grande république se former en "confédérations, probablement en quatre". Il indique alors quelles devraient être les limites des nouvelles Unions, et à la fin de chacune y jugea à indiquer les villes qui devraient être les capitales (au moins trois premières de ces Unions: Cagnes Rocheuses, savoir: "Columbia, Caroline du Sud," "Alton ou Quincy, Illinois", et Albany, Etat de New York, excluant Washington City tout à fait. Cette indication de capitales, contenues dans "vues" actuellement dans mes mains, est curieusement omise dans la version publiée dans le *National Intelligencer*. Il ne désigne pas de capitale pour la quatrième Union sur le Pacifique. Le lecteur jugera quel encouragement ces vues, émanant d'une source aussi distinguée, doivent avoir donné aux sécessionistes des Etats rotonniers.

Je pense que j'ai si clairement et plus qu'assez indiqué les idées et les esprits des hommes pour lesquelles je me tenais pas, avec une force de cinq compagnies, de renforcer les forts Jackson et St-Philippe, sur le Mississippi; le fort Morgan, à l'entrée de la baie de Mobile; le fort Pickens et Mc Rae, dans la rade de Pensacola; le fort Pulaski, au dessous de Savannah; les forts Moultrie et Sumter, dans la rade de Charleston, et la forteresse Monroe en Virginie.

Ces vues, les premières et les supplémentaires, ont été publiées par le général Scott, dans le *National Intelligencer* de 18 janvier 1861, à la période la plus importante et la plus critique de l'administration. Leur publication a ce moment ne pouvait faire aucun bien, et pouvait faire beaucoup de mal. Les publier à l'une et aux le moment du président, constituait autant une violation de la confiance sacrée qui devait régner entre le commandant général de l'armée et le commandant en chef, que c'eût été si le secrétaire de la guerre eût publié les mes documents sans son autorisation. Ce qui a plus d'importance, la publication en était de nature à faire aux ennemis de compromis alors pendantes devant le congrès, et à encourager les sécessionistes dans leur folle et perverse tentative pour briser l'Union en fragments. Par suite de grand respect que j'avais alors pour le général, je passai cela sous silence.

Il est bon de remarquer que peu après l'élection présidentielle, on fit malheureusement circuler, principalement dans le Sud, des interprétations plus ou moins correctes de ce que ces vues contenaient. Les rédacteurs de "National Intelligencer, en mangeant mon mot à la publication faite par eux, déclarèrent que dans les journaux et dans les discours publics on y a fait des allusions, et que de fausses interprétations de mes vues sont parvenues au dehors.

II et III—Le général Scott dit qu'il arriva à Washington le 15, et qu'accompagné du secrétaire de la guerre, il alla avec gouvernement avec le président le 15 décembre. Bien que je n'ai aucun souvenir de cette conversation, je ne doute pas de la correction de son assertion que je refusai d'envoyer 300 hommes pour renforcer un fort Moultrie le major Anderson qui ne s'était pas alors transporté au Fort Sumter.

La raison de ce refus est manifeste à tous ceux qui se rappellent l'histoire de l'époque. Douze jours seulement auparavant, dans le message au Congrès du 4 décembre, j'avais recommandé un plan de conciliation de la même nature que ceux qui furent subséquemment proposés par M. Crittenden et qui furent appelés "le compromis Crittenden." A ce moment on espérait hautement dans le pays que ces amendements seraient adoptés. En outre je croyais—et j'avais raison comme les événements l'ont prouvé—que le moindre mouvement hâtif pas alors en danger d'être attaqué. A vrai dire, lui et sa troupe étaient traités avec une bonté marquée par les autorités et le peuple de Charleston. Dans ces circonstances envoyer la cette force n'aurait fait qu'affaiblir l'espoir d'un compromis, provoquer une collision et désespérer pointer le pays.

Il y a quelques détails de cette conversation au sujet desquels la mémoire du général doit être en défaut. Pour le présent je n'en spécifierai qu'un. Je ne pouvais avoir dit qu'à une future occasion éventuelle je télégraphierais au major Anderson, du fort Moultrie, de défendre les forts [Moultrie et Sumter] contre une attaque"; parce que, par une précaution prudente, cela avait déjà été fait plusieurs jours avant par un messager spécial envoyé au major Anderson pour cet objet. Je veux parler du major Buell de l'armée.

La note supplémentaire du général, en date du même jour, m'offrait la conduite du général Jackson en 1818, pendant la période de nullification, comme exemple, ne demande pas une mention spéciale. Lors même que les cas n'auraient pas été entièrement différents, j'avais précédemment arrêté une politique de mon choix, comme cela ressort de mon message annuel. C'était de faire collecter, à tout risque, les droits de douanes à Charleston, et en dehors du port, et, si besoin était sur un navire de guerre. M. Collock, le collecteur d'alors, comme je l'avais prévu, avait donné sa démission vers la fin de décembre, et, immédiatement après, j'indiquai au Sénat, comme son successeur, une personne convenable prête à faire son devoir, à tout risque personnel. Ce corps, cependant, dans toute sa session, refusa d'agir sur cette nomination. Ainsi sans collecteur il devint impossible de percevoir les revenus.

IV. Le rapport du général Scott allègue que le *Brooklyn*, avec la compagnie du capitaine Volger seule, partit de la Chesapeake pour le fort Pickens vers le 22 janvier et que le 29 le président Buchanan, ayant connu une sorte d'armistice avec certains chefs séparatistes à Pensacola et ailleurs, chargea les secrétaires Holt et Toucey de donner, par une note conjointe, au commandant des navires de guerre devant Pensacola et au lieutenant Slemmer, commandant du fort Pickens, l'instruction de ne commettre aucun acte d'hostilité, et de ne pas débarquer la compagnie du capitaine Volger, à moins que le fort ne fût attaqué. Il dit ensuite entre guillemets:

"Cette note conjointe, je ne l'ai jamais vue, mais je suppose que l'armistice dont on connaît que j'étais moi-même responsable de toute les actes de l'administration, et il est certain que pendant les six derniers mois qui ont précédé le 29 décembre 1860, jour où il a quitté son poste, à ma requête, il a exercé toute l'influence sur l'administration qu'aucun autre membre du cabinet. M. Holt lui immédiatement transféré du département des postes à celui de la guerre, de sorte que depuis cette époque jusqu'au 4 mars 1861, période qui a été de beaucoup la plus importante de l'administration, il a rempli les devoirs de secrétaire de la guerre à ma complète satisfaction.

Mais pourquoi n'ai-je pas mis immédiatement des garnisons dans ces neuf fortifications de façon, pour employer le langage du général Scott, "à rendre ridicule toute tentative de prendre l'un d'eux par surprise ou par un coup de main." Il y a une réponse tout à la fois facile et concluante, même si, n'existait pas d'autres bonnes raisons. Il n'y avait pas à portée de troupes disponibles qu'on put envoyer dans ces fortifications. Tenter une opération militaire sur une échelle aussi étendue avec les moyens dont disposait le président eût été simplement absurde.

Le général Scott lui même paraît avoir été convaincu de cela, car le lendemain du jour étiqué sont datées ses dépêches, il m'a adressé (le 30 octobre) au département de la guerre ses vues supplémentaires, dans lesquelles il disait: "Il y a une compagnie (de réguliers) à Boston, une au Rock Island, une à Pittsburg, une à Augusta (Georgie), une à Baton Rouge"—en tout cinq compagnies seulement à porter pour fournir une garnison en des renforts aux forts mentionnés dans les vues."

Cinq compagnies—quatre cents hommes—pour occuper et renforcer neuf forteresses dans six Etats du Sud hautement agités! La force "à porter" était si complètement insuffisante qu'il n'est pas nécessaire de s'arrêter sur ce sujet. Tenter cette opération militaire avec une si faible force, à l'approche de l'élection présidentielle, aurait été une tentative aussi folle et à sécession. En vérité, toute l'armée américaine consistait alors en 16,000 hommes seulement, et de "à porter" elle est à peine sûrl pour cet objet. Qu'était le manque de troupes, bien que le général Scott, qui croyait contrairement à l'opinion du comité de la Chambre des Représentants que l'insurrection de M. Lincoln pourrait être interrompue, et que, sous la garantie par une force militaire, il ne pût réunir à assembler à Washington, à la date recules du 4 mars, quelques hommes, officiers et soldats de l'armée. Et pour compléter le nombre il fallut même faire venir de West Point les soldats de guerre.

Mais pourquoi n'y avait il pas à portée une plus grande force? Le général Scott lui-même pourrait répondre à cette question mieux que personne. Notre petite armée régulière, à l'exception de quelques centaines d'hommes, était hors de portée sur nos frontières éloignées, où elle avait été continuellement stationnée depuis des années, pour protéger les habitants et les émigrants en toute contre les attaques des indiens hostiles. Toute l'armée était insuffisante et le général Scott se unit, mais avoue vainement sécrayé d'obtenir du Congrès la levée de plusieurs régiments additionnels pour cet objet. En recommandant cette augmentation de l'armée, le général, dit dans son rapport du novembre 1857 au département de la guerre, que "cela servirait tout juste à fournir les renforts actuellement nécessaires en Floride, au Texas, au Nouveau-Mexique, en Californie, dans l'Oregon, le Territoire de Washington, le Kansas, le Nebraska et le Minnesota, sans laisser une compagnie pour l'Utah." Et, dans son rapport de novembre 1858, il dit encore:

"Ce manque de troupes pour donner une sécurité raisonnable à nos concitoyens dans les régions éloignées, y compris les émigrants dans les plaines, ne saurait être l'objet d'une trop grande insistance; mais j'ajouterai seulement que, chaque fois que nous avons été obligés de retirer des troupes d'une frontière pour en renforcer une autre, les points affaiblis ont immédiatement attaqués ou menacés d'une invasion formidable.

Les "vues" du général Scott indiquent les idées qui, à première vue, régnaient alors dans le parti les partisans intelligents sur ce sujet de la sécession. Dans la première phrase le général, tout en disant que "pour gagner du temps on pu, et accorder le droit de sécession" ajoute, cependant, immédiatement "Ceci est instantanément compensé par le droit corrélatif de la part du gouvernement fédéral contre un Etat ou des Etats inférieure de réublir, par la force, si c'est nécessaire, son ancienne continuité de territoire." (A cet égard il cite "Paley's Moral and Political Philosophy", le dernier chapitre. Cela peut s'y trouver, mais je n'ai pu le découvrir.) Rien qu'il soit difficile de comprendre le sens précis de ce passage, il rend ce qu'il me voulait pas dire tout à fait clair dans ses "vues" supplémentaires. Dans celles-ci il dit: "On verra que les "vues" ne s'appliquent qu'au cas d'une sécession qui fait une lacune dans l'Union actuelle." Le retrait, par exemple du Texas, ou des Etats de l'Atlantique au sud du Potomac (c'est précisément le cas qui s'est présenté) ne comportait pas l'application des "remedes provisoires" du général Scott, c'est-à-dire, d'établir, par force, si c'était nécessaire, la continuité de notre territoire.

Dans ses "vues" il disait: "Cela est cette glorieuse Union soit brisée par quelques lignes que la folie politique puisse imaginer, et il y aura pas d'apaiser et de réunir les fragments autrement que par la force." Pour apporter de ces résultat—les guerres intestines de nos voisins de Mexique seraient peu de chose en comparaison de celles. Dans l'opinion du général ce serait "un plus petit mal (que ces guerres intestines) que de laisser les fragments de la grande république se former en "confédérations, probablement en quatre". Il indique alors quelles devraient être les limites des nouvelles Unions, et à la fin de chacune y jugea à indiquer les villes qui devraient être les capitales (au moins trois premières de ces Unions: Cagnes Rocheuses, savoir: "Columbia, Caroline du Sud," "Alton ou Quincy, Illinois", et Albany, Etat de New York, excluant Washington City tout à fait. Cette indication de capitales, contenues dans "vues" actuellement dans mes mains, est curieusement omise dans la version publiée dans le *National Intelligencer*. Il ne désigne pas de capitale pour la quatrième Union sur le Pacifique. Le lecteur jugera quel encouragement ces vues, émanant d'une source aussi distinguée, doivent avoir donné aux sécessionistes des Etats rotonniers.

Je pense que j'ai si clairement et plus qu'assez indiqué les idées et les esprits des hommes pour lesquelles je me tenais pas, avec une force de cinq compagnies, de renforcer les forts Jackson et St-Philippe, sur le Mississippi; le fort Morgan, à l'entrée de la baie de Mobile; le fort Pickens et Mc Rae, dans la rade de Pensacola; le fort Pulaski, au dessous de Savannah; les forts Moultrie et Sumter, dans la rade de Charleston, et la forteresse Monroe en Virginie.

Ces vues, les premières et les supplémentaires, ont été publiées par le général Scott, dans le *National Intelligencer* de 18 janvier 1861, à la période la plus importante et la plus critique de l'administration. Leur publication à ce moment ne pouvait faire aucun bien, et pouvait faire beaucoup de mal. Les publier à l'une et aux le moment du président, constituait autant une violation de la confiance sacrée qui devait régner entre le commandant général de l'armée et le commandant en chef, que c'eût été si le secrétaire de la guerre eût publié les mes documents sans son autorisation. Ce qui a plus d'importance, la publication en était de nature à faire aux ennemis de compromis alors pendantes devant le congrès, et à encourager les sécessionistes dans leur folle et perverse tentative pour briser l'Union en fragments. Par suite de grand respect que j'avais alors pour le général, je passai cela sous silence.

Il est bon de remarquer que peu après l'élection présidentielle, on fit malheureusement circuler, principalement dans le Sud, des interprétations plus ou moins correctes de ce que ces vues contenaient. Les rédacteurs de "National Intelligencer, en mangeant mon mot à la publication faite par eux, déclarèrent que dans les journaux et dans les discours publics on y a fait des allusions, et que de fausses interprétations de mes vues sont parvenues au dehors.

II et III—Le général Scott dit qu'il arriva à Washington le 15, et qu'accompagné du secrétaire de la guerre, il alla avec gouvernement avec le président le 15 décembre. Bien que je n'ai aucun souvenir de cette conversation, je ne doute pas de la correction de son assertion que je refusai d'envoyer 300 hommes pour renforcer un fort Moultrie le major Anderson qui ne s'était pas alors transporté au Fort Sumter.

La raison de ce refus est manifeste à tous ceux qui se rappellent l'histoire de l'époque. Douze jours seulement auparavant, dans le message au Congrès du 4 décembre, j'avais recommandé un plan de conciliation de la même nature que ceux qui furent subséquemment proposés par M. Crittenden et qui furent appelés "le compromis Crittenden." A ce moment on espérait hautement dans le pays que ces amendements seraient adoptés. En outre je croyais—et j'avais raison comme les événements l'ont prouvé—que le moindre mouvement hâtif pas alors en danger d'être attaqué. A vrai dire, lui et sa troupe étaient traités avec une bonté marquée par les autorités et le peuple de Charleston. Dans ces circonstances envoyer la cette force n'aurait fait qu'affaiblir l'espoir d'un compromis, provoquer une collision et désespérer pointer le pays.

Il y a quelques détails de cette conversation au sujet desquels la mémoire du général doit être en défaut. Pour le présent je n'en spécifierai qu'un. Je ne pouvais avoir dit qu'à une future occasion éventuelle je télégraphierais au major Anderson, du fort Moultrie, de défendre les forts [Moultrie et Sumter] contre une attaque"; parce que, par une précaution prudente, cela avait déjà été fait plusieurs jours avant par un messager spécial envoyé au major Anderson pour cet objet. Je veux parler du major Buell de l'armée.

La note supplémentaire du général, en date du même jour, m'offrait la conduite du général Jackson en 1818, pendant la période de nullification, comme exemple, ne demande pas une mention spéciale. Lors même que les cas n'auraient pas été entièrement différents, j'avais précédemment arrêté une politique de mon choix, comme cela ressort de mon message annuel. C'était de faire collecter, à tout risque, les droits de douanes à Charleston, et en dehors du port, et, si besoin était sur un navire de guerre. M. Collock, le collecteur d'alors, comme je l'avais prévu, avait donné sa démission vers la fin de décembre, et, immédiatement après, j'indiquai au Sénat, comme son successeur, une personne convenable prête à faire son devoir, à tout risque personnel. Ce corps, cependant, dans toute sa session, refusa d'agir sur cette nomination. Ainsi sans collecteur il devint impossible de percevoir les revenus.

IV. Le rapport du général Scott allègue que le *Brooklyn*, avec la compagnie du capitaine Volger seule, partit de la Chesapeake pour le fort Pickens vers le 22 janvier et que le 29 le président Buchanan, ayant connu une sorte d'armistice avec certains chefs séparatistes à Pensacola et ailleurs, chargea les secrétaires Holt et Toucey de donner, par une note conjointe, au commandant des navires de guerre devant Pensacola et au lieutenant Slemmer, commandant du fort Pickens, l'instruction de ne commettre aucun acte d'hostilité, et de ne pas débarquer la compagnie du capitaine Volger, à moins que le fort ne fût attaqué. Il dit ensuite entre guillemets:

"Cette note conjointe, je ne l'ai jamais vue, mais je suppose que l'armistice dont on connaît que j'étais moi-même responsable de toute les actes de l'administration, et il est certain que pendant les six derniers mois qui ont précédé le 29 décembre 1860, jour où il a quitté son poste, à ma requête, il a exercé toute l'influence sur l'administration qu'aucun autre membre du cabinet. M. Holt lui immédiatement transféré du département des postes à celui de la guerre, de sorte que depuis cette époque jusqu'au 4 mars 1861, période qui a été de beaucoup la plus importante de l'administration, il a rempli les devoirs de secrétaire de la guerre à ma complète satisfaction.

Mais pourquoi n'ai-je pas mis immédiatement des garnisons dans ces neuf fortifications de façon, pour employer le langage du général Scott, "à rendre ridicule toute tentative de prendre l'un d'eux par surprise ou par un coup de main." Il y a une réponse tout à la fois facile et concluante, même si, n'existait pas d'autres bonnes raisons. Il n'y avait pas à portée de troupes disponibles qu'on put envoyer dans ces fortifications. Tenter une opération militaire sur une échelle aussi étendue avec les moyens dont disposait le président eût été simplement absurde.

Le général Scott lui même paraît avoir été convaincu de cela, car le lendemain du jour étiqué sont datées ses dépêches, il m'a adressé (le 30 octobre) au département de la guerre ses vues supplémentaires, dans lesquelles il disait: "Il y a une compagnie (de réguliers) à Boston, une au Rock Island, une à Pittsburg, une à Augusta (Georgie), une à Baton Rouge"—en tout cinq compagnies seulement à porter pour fournir une garnison en des renforts aux forts mentionnés dans les vues."

Cinq compagnies—quatre cents hommes—pour occuper et renforcer neuf forteresses dans six Etats du Sud hautement agités! La force "à porter" était si complètement insuffisante qu'il n'est pas nécessaire de s'arrêter sur ce sujet. Tenter cette opération militaire avec une si faible force, à l'approche de l'élection présidentielle, aurait été une tentative aussi folle et à sécession. En vérité, toute l'armée américaine consistait alors en 16,000 hommes seulement, et de "à porter" elle est à peine sûrl pour cet objet. Qu'était le manque de troupes, bien que le général Scott, qui croyait contrairement à l'opinion du comité de la Chambre des Représentants que l'insurrection de M. Lincoln pourrait être interrompue, et que, sous la garantie par une force militaire, il ne pût réunir à assembler à Washington, à la date recules du 4 mars, quelques hommes, officiers et soldats de l'armée. Et pour compléter le nombre il fallut même faire venir de West Point les soldats de guerre.

Mais pourquoi n'y avait il pas à portée une plus grande force? Le général Scott lui-même pourrait répondre à cette question mieux que personne. Notre petite armée régulière, à l'exception de quelques centaines d'hommes, était hors de portée sur nos frontières éloignées, où elle avait été continuellement stationnée depuis des années, pour protéger les habitants et les émigrants en toute contre les attaques des indiens hostiles. Toute l'armée était insuffisante et le général Scott se unit, mais avoue vainement sécrayé d'obtenir du Congrès la levée de plusieurs régiments additionnels pour cet objet. En recommandant cette augmentation de l'armée, le général, dit dans son rapport du novembre 1857 au département de la guerre, que "cela servirait tout juste à fournir les renforts actuellement nécessaires en Floride, au Texas, au Nouveau-Mexique, en Californie, dans l'Oregon, le Territoire de Washington, le Kansas, le Nebraska et le Minnesota, sans laisser une compagnie pour l'Utah." Et, dans son rapport de novembre 1858, il dit encore:

"Ce manque de troupes pour donner une sécurité raisonnable à nos concitoyens dans les régions éloignées, y compris les émigrants dans les plaines, ne saurait être l'objet d'une trop grande insistance; mais j'ajouterai seulement que, chaque fois que nous avons été obligés de retirer des troupes d'une frontière pour en renforcer une autre, les points affaiblis ont immédiatement attaqués ou menacés d'une invasion formidable.

Les "vues" du général Scott indiquent les idées qui, à première vue, régnaient alors dans le parti les partisans intelligents sur ce sujet de la sécession. Dans la première phrase le général, tout en disant que "pour gagner du temps on pu, et accorder le droit de sécession" ajoute, cependant, immédiatement "Ceci est instantanément compensé par le droit corrélatif de la part du gouvernement fédéral contre un Etat ou des Etats inférieure de réublir, par la force, si c'est nécessaire, son ancienne continuité de territoire." (A cet égard il cite "Paley's Moral and Political Philosophy", le dernier chapitre. Cela peut s'y trouver, mais je n'ai pu le découvrir.) Rien qu'il soit difficile de comprendre le sens précis de ce passage, il rend ce qu'il me voulait pas dire tout à fait clair dans ses "vues" supplémentaires. Dans celles-ci il dit: "On verra que les "vues" ne s'appliquent qu'au cas d'une sécession qui fait une lacune dans l'Union actuelle." Le retrait, par exemple du Texas, ou des Etats de l'Atlantique au sud du Potomac (c'est précisément le cas qui s'est présenté) ne comportait pas l'application des "remedes provisoires" du général Scott, c'est-à-dire, d'établir, par force, si c'était nécessaire, la continuité de notre territoire.

Dans ses "vues" il disait: "Cela est cette glorieuse Union soit brisée par quelques lignes que la folie politique puisse imaginer, et il y aura pas d'apaiser et de réunir les fragments autrement que par la force." Pour apporter de ces résultat—les guerres intestines de nos voisins de Mexique seraient peu de chose en comparaison de celles. Dans l'opinion du général ce serait "un plus petit mal (que ces guerres intestines) que de laisser les fragments de la grande république se former en "confédérations, probablement en quatre". Il indique alors quelles devraient être les limites des nouvelles Unions, et à la fin de chacune y jugea à indiquer les villes qui devraient être les capitales (au moins trois premières de ces Unions: Cagnes Rocheuses, savoir: "Columbia, Caroline du Sud," "Alton ou Quincy, Illinois", et Albany, Etat de New York, excluant Washington City tout à fait. Cette indication de capitales, contenues dans "vues" actuellement dans mes mains, est curieusement omise dans la version publiée dans le *National Intelligencer*. Il ne désigne pas de capitale pour la quatrième Union sur le Pacifique. Le lecteur jugera quel encouragement ces vues, émanant d'une source aussi distinguée, doivent avoir donné aux sécessionistes des Etats rotonniers.

Je pense que j'ai si clairement et plus qu'assez indiqué les idées et les esprits des hommes pour lesquelles je me tenais pas, avec une force de cinq compagnies, de renforcer les forts Jackson et St-Philippe, sur le Mississippi; le fort Morgan, à l'entrée de la baie de Mobile; le fort Pickens et Mc Rae, dans la rade de Pensacola; le fort Pulaski, au dessous de Savannah; les forts Moultrie et Sumter, dans la rade de Charleston, et la forteresse Monroe en Virginie.

Ces vues, les premières et les supplémentaires, ont été publiées par le général Scott, dans le *National Intelligencer* de 18 janvier 1861, à la période la plus importante et la plus critique de l'administration. Leur publication à ce moment ne pouvait faire aucun bien, et pouvait faire beaucoup de mal. Les publier à l'une et aux le moment du président, constituait autant une violation de la confiance sacrée qui devait régner entre le commandant général de l'armée et le commandant en chef, que c'eût été si le secrétaire de la guerre eût publié les mes documents sans son autorisation. Ce qui a plus d'importance, la publication en était de nature à faire aux ennemis de compromis alors pendantes devant le congrès, et à encourager les sécessionistes dans leur folle et perverse tentative pour briser l'Union en fragments. Par suite de grand respect que j'avais alors pour le général, je passai cela sous silence.

Il est bon de remarquer que peu après l'élection présidentielle, on fit malheureusement circuler, principalement dans le Sud, des interprétations plus ou moins correctes de ce que ces vues contenaient. Les rédacteurs de "National Intelligencer, en mangeant mon mot à la publication faite par eux, déclarèrent que dans les journaux et dans les discours publics on y a fait des allusions, et que de fausses interprétations de mes vues sont parvenues au dehors.

II et III—Le général Scott dit qu'il arriva à Washington le 15, et qu'accompagné du secrétaire de la guerre, il alla avec gouvernement avec le président le 15 décembre. Bien que je n'ai aucun souvenir de cette conversation, je ne doute pas de la correction de son assertion que je refusai d'envoyer 300 hommes pour renforcer un fort Moultrie le major Anderson qui ne s'était pas alors transporté au Fort Sumter.

La raison de ce refus est manifeste à tous ceux qui se rappellent l'histoire de l'époque. Douze jours seulement auparavant, dans le message au Congrès du 4 décembre, j'avais recommandé un plan de conciliation de la même nature que ceux qui furent subséquemment proposés par M. Crittenden et qui furent appelés "le compromis Crittenden." A ce moment on espérait hautement dans le pays que ces amendements seraient adoptés. En outre je croyais—et j'avais raison comme les événements l'ont prouvé—que le moindre mouvement hâtif pas alors en danger d'être attaqué. A vrai dire, lui et sa troupe étaient traités avec une bonté marquée par les autorités et le peuple de Charleston. Dans ces circonstances envoyer la cette force n'aurait fait qu'affaiblir l'espoir d'un compromis, provoquer une collision et désespérer pointer le pays.

Il y a quelques détails de cette conversation au sujet desquels la mémoire du général doit être en défaut. Pour le présent je n'en spécifierai qu'un. Je ne pouvais avoir dit qu'à une future occasion éventuelle je télégraphierais au major Anderson, du fort Moultrie, de défendre les forts [Moultrie et Sumter] contre une attaque"; parce que, par une précaution prudente, cela avait déjà été fait plusieurs jours avant par un messager spécial envoyé au major Anderson pour cet objet. Je veux parler du major Buell de l'armée.

La note supplémentaire du général, en date du même jour, m'offrait la conduite du général Jackson en 1818, pendant la période de nullification, comme exemple, ne demande pas une mention spéciale. Lors même que les cas n'auraient pas été entièrement différents, j'avais précédemment arrêté une politique de mon choix, comme cela ressort de mon message annu